

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE**

**N°113-2024**

**Raccordement EU + EP Lotissement l'Epure**

**12 rue de Pornic**

**A compter du 22 avril 2024 et pour 07 jours calendaires**

Le maire de la commune, de **CHAUMES-EN-RETZ**,

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ;

**Vu** le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28 ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifiée et complétée,

**Vu** la demande formulée par l'entreprise LTP Environnement sise 3 rue Alfred Nobel – PA du Pont Béranger II – 44680 SAINT-HILAIRE-DE-CHAELONS en date du 04 avril 2024.

**Vu** l'article R.610-5 du Code Pénal,

**CONSIDERANT**, qu'en raison des travaux à hauteur du 12 rue de Pornic par l'entreprise LTP Environnement sise 3 rue Alfred Nobel – PA du Pont Béranger II – 44680 SAINT-HILAIRE-DE-CHAELONS, il convient de réglementer la circulation et le stationnement aux abords du chantier.

## **ARRÊTE**

**Article 1 :**

**A compter du 22 avril 2024 et pour 047 jours calendaires**, l'entreprise LTP Environnement est autorisée à utiliser le domaine public à hauteur du 12 rue de Pornic pour y réaliser le raccordement aux réseaux EU et EP.

- La rue sera fermée à la circulation (sauf riverain),
- Le stationnement sur le chantier sera interdit excepté les véhicules du chantier,

**Une déviation par les rues du Grand Fief, rue des Moutiers sera mise en place.**

**Article 2 :**

La pose, la maintenance et la fourniture des panneaux de signalisations seront à la charge du pétitionnaire.

**Article 3 :**

Toute contravention au présent arrêté sera poursuivie conformément aux lois et réglementations en vigueur

**Article 4 :**

Le présent arrêté sera publié et affiché dans la commune. Il devra également être affiché de part et d'autre du chantier.

**Article 5 :**

La mise en fourrière des véhicules gênant sera effectuée par l'entreprise BENOIT TRANS DP sise 4 avenue des Berthaudières – 44680 SAINTE PAZANNE et à la charge des propriétaires.

**Article 6 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Nantes sise 6 allée de l'Île Gloriette – 44000 NANTES dans un délai de 2 mois à compter de la notification et ou publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application information « Télérecours citoyens » accessible depuis le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 7 :**

Le directeur général des services, la police municipale, le commandant de la brigade de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Affiché et publié aux lieux habituels de la commune et sur place.

Fait à Chaumes-en-Retz,

Le 11 avril 2024

Par déléation,

Le 6<sup>ème</sup> Adjoint,

Philippe LE CUNF



Le maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté publié le : 11 avril 2024.